



Revue électronique internationale  
[www.sens-public.org](http://www.sens-public.org)

## Les attaques du PCC à São Paulo en mai 2006

WALTER VALDEVINO

**Résumé:** Brésil, retour sur les événements de mai 2006 à São Paulo.

**Abstract:** Brazil, return on the events of São Paulo in May, 2006.

# Les attaques du PCC à São Paulo en mai 2006

Walter Valdevino<sup>1</sup>

## Les actions de mai 2006

Les embouteillages sont habituels à São Paulo, qui compte actuellement à peu près 19 millions d'habitants. Cinquième ville du monde par sa taille, la capitale économique du Brésil s'est arrêtée durant l'après-midi du 15 mai 2006 sous l'effet de la panique de la population qui tentait de rentrer chez elle. Dans la nuit du vendredi 13, la faction criminelle PCC (Premier Commandement de la Capitale) a déclenché une série de rébellions dans les prisons, des attaques contre des bases de la police militaire, des agences bancaires, des bâtiments commerciaux et des services publics ainsi que des autobus, dans tout l'État de São Paulo. Les rébellions se sont même étendues aux prisons d'autres États comme le Mato Grosso do Sul. Le bilan : 150 attaques, 80 rébellions dans les prisons et 74 morts. Le motif de la révolte de la faction criminelle a été le transfert de 765 prisonniers, tous liés au PCC, à la Prison 2 du Presidente Venceslau (620 km de São Paulo). Parmi les prisonniers transférés figurait le chef de la faction, Willians Herbas Camacho, dit 'Marcola'. La situation a été explosive durant tout le week-end.

Si les rébellions de prisonniers ont pris fin, des attaques de moindre intensité ont continué dans la matinée du lundi, surtout contre des unités policières. La population de São Paulo et des villes de la région est partie travailler dans la peur. Elle fut en peine de se déplacer en raison des lignes de transports restreintes après les attaques. De multiples rumeurs se diffusaient rapidement, dont l'effet s'ajoutait aux répercussions des attaques dans la presse, surtout dans des quartiers riches de la ville. Tous les habitants ont décidé de rentrer chez eux l'après-midi, craignant une vague de violence en début de nuit. Des magasins, des centres commerciaux, des écoles, des universités, des services publics et des restaurants furent fermés. L'aéroport de Congonhas, près du centre-ville, fut fermé durant deux heures et demie à la suite d'une alerte à la bombe. Un embouteillage énorme s'ensuivit. Comme beaucoup tentaient de communiquer avec leur famille et amis, les réseaux de téléphones cellulaires étaient saturés, ce qui augmentait le stress de ceux qui étaient bloqués dans le trafic. Les embouteillages passés, dès 21h il n'y avait absolument personne dans les rues. Les images de la ville de São Paulo complètement déserte ont

---

<sup>1</sup> Walter Valdevino est doctorant en philosophie à l'Université catholique de Rio Grande do Sul (PUC-RS), Brésil.

symbolisé la gravité de la situation. Les attaques ont continué à moindre échelle pendant toute la semaine, jusqu'au 19 mai, totalisant environ 300 actions.

### *Deuxième vague*

Deux mois après la première vague, entre le 11 et le 14 juillet, le PCC a de nouveau effrayé les habitants de São Paulo. Cette fois-ci les attaques ont été plus faibles. Les cibles ont surtout été des autobus. La faction criminelle essayait certainement de reproduire la panique et le chaos de la première vague. Elle a partiellement réussi : 100 autobus environ ont été brûlés ou mitraillés. Des bâtiments commerciaux et publics, agences bancaires, magasins et bases de la police militaire furent la cible d'attaques dans 26 villes de l'État de São Paulo. Huit personnes sont mortes. Le gouvernement local décida d'accepter l'aide financière du gouvernement fédéral, mais refusa la présence de l'Armée nationale brésilienne.

### *Troisième vague*

Quelques semaines après, le 6 août, le PCC lança la troisième vague d'attaques. Le motif : la restriction des visites dans les prisons à l'occasion du jour de la fête des pères (13 août). La faction mena environ 100 attaques dans 18 villes de l'État. Des bâtiments publics, agences bancaires, autobus et stations-service ont été une fois encore attaqués.

### *Le PCC*

La faction criminelle PCC (Premier Commandement de la Capitale), a été créée au début des années 1990, dans la prison Casa de Custódia à la ville de Taubaté (130 km de São Paulo) avant d'essaimer dans les centres pénitentiaires de São Paulo. L'objectif initial du groupe de prisonniers était de combattre la "répression" subie à l'intérieur des prisons. Peu à peu, l'organisation a gagné en force et élargi son domaine à d'autres prisons de l'État de São Paulo, passant même des alliances avec la faction criminelle Comando Vermelho (Commandement rouge), qui domine les prisons de l'État de Rio de Janeiro. Avec un statut interne extrêmement rigide, le PCC a pu, dans de nombreux cas, obtenir le contrôle presque total de quelques centres pénitentiaires. Mais ses actions ne se bornent pas à l'intérieur des prisons. Outre l'organisation de grandes rébellions, le PCC est parvenu à utiliser des téléphones portables pour commander des actions à l'extérieur des prisons : ainsi, plusieurs caïds de la drogue détenus ont-ils continué à commander le trafic. Les ordres de mise en oeuvre des trois vagues d'attaques du PCC en 2006 sont tous issus de téléphones localisés dans les prisons, ce qui a conduit le gouvernement local à implanter des appareils limitant la réception du signal au voisinage des prisons. Mais cela n'a rien donné.

Le dernier coup d'audace du PCC s'est produit pendant la troisième vague. Deux employés de la plus importante chaîne de télévision du Brésil, Rede Globo, le technicien Alexandre Coelho Calado et le journaliste Guilherme Portanova, ont été kidnappés par des membres du PCC alors qu'ils étaient dans une boulangerie. Calado a été libéré des heures après, à la suite d'un chantage au sujet d'un DVD délivré par les criminels : si la chaîne Globo ne diffusait pas les images, le journaliste Portanova serait tué. Les images ont été diffusées dans tout l'État de São Paulo et le journaliste a été libéré quelques heures plus tard. Dans la vidéo, les criminels, lisant un texte écrit par un avocat, évoquaient l'injustice des traitements infligés aux prisonniers.

### *Marcola*

Parmi les criminels, la figure prééminente durant ces attaques a été Willians Herbas Camargo, 38 ans, dit 'Playboy' ou 'Marcola'. Chef du PCC depuis 2002, Marcola est fils d'une Brésilienne et d'un Bolivien. Il est le responsable des trois vagues d'attaques. D'un caractère réfléchi, Marcola est rarement agressif, s'exprime correctement sans faire usage de l'argot ; il connaît très bien le système légal et pénitentiaire Brésilien.

Sa carrière commence comme celle de la plupart des criminels brésiliens, en tant que pickpocket au centre-ville de São Paulo. Condamné à 40 ans de prison pour trafic de drogue et pour l'attaque de plusieurs banques, il a passé la moitié de sa vie en prison. Il a eu du temps pour lire beaucoup en prison, il aime évoquer ses livres de chevet : ses préférés sont *L'Art de la guerre*, par Sun-Tzu et les oeuvres de Dante Alighieri. Marcola est arrivé à la tête de la faction en inspirant confiance à ses collègues et en construisant un réseau d'amis qui lui donnent de l'appui. La carrière criminelle de Marcola démontre l'échec du système pénitentiaire brésilien à réintégrer les délinquants et témoigne qu'il y a une vraie école du crime.

La seule chose que le gouvernement ait pu faire fut l'isolement renforcé des criminels le plus dangereux. Ce qui fut fait par le gouvernement de São Paulo : le 6 novembre 2006, Marcola et quelques autres prisonniers ont commencé une grève de faim pour protester contre la rigidité du régime pénitentiaire du Presidente Bernardes, dont le RDD (Régime disciplinaire différencié), souvent dénoncé par les organismes internationaux comme abusif et arbitraire.

## La réaction de l'État

### *Réaction policière*

Au cours des cinq premiers jours des attaques de la première vague, jusqu'au mardi 16 mai, la police de São Paulo avait tué 71 personnes. Les bilan officiel des décès jusqu'à ce jour était alors

de 132 morts (71 accusés d'être des membres du PCC, 17 morts dans les rébellions dans les prisons, 23 policiers militaires, 6 policiers, 3 gardes municipaux, 8 agents pénitentiaires et 4 autres personnes). Déjà auparavant, on pensait que la police réagissait avec une extrême brutalité contre les suspects.

Il est certes difficile d'évaluer la situation de stress subi par les policiers. Plusieurs ont été tués devant leurs familles, sortant de chez eux ou rentrant du service. Cela s'est également passé pour des agents pénitentiaires, ou pour leurs proches, et même pour des pompiers dans leurs casernes. L'identification des victimes a été un processus extrêmement compliqué : l'Institut médico-légal était débordé, les familles cherchaient en vain les personnes disparues et l'inertie traditionnelle du service public brésilien fit le reste. L'État a été accusé d'empêcher la divulgation de la liste des morts du fait que plusieurs d'entre eux étaient des innocents.

### *Les implications politiques*

L'utilisation politique des attaques est peut-être la face la plus déplorable de la crise. En pleine campagne électorale, les attaques ont été utilisées tant par le PT (Parti des travailleurs) que par le gouvernement fédéral et le PSDB (Parti social-démocrate brésilien) du gouverneur de l'État, Cláudio Lembo.

Le PT a essayé de lier le gouvernement du PSDB à la crise du système pénitentiaire, mais en vain. Contre toute attente, José Serra a gagné l'élection pour le gouvernement de São Paulo et la campagne présidentielle de Geraldo Alckmin n'a pas été brisée par cette tentative de l'impliquer dans la crise de la sécurité. S'il a perdu l'élection, c'est principalement du fait de la grande popularité de Lula dans les classes plus pauvres.

Quelques secteurs du PSDB ont tenté de démontrer le liens du PT avec le PCC. Quelques interceptions téléphoniques de la police ont enregistré des messages du PCC ordonnant d'attaquer des hommes politiques représentants le PSDB (et non le PT). Mais il était clair que l'intention du PCC était de s'en prendre au parti qui dominait le gouvernement de São Paulo : rien là qui témoignât d'une attitude proprement idéologique en faveur du PT.

### *Réaction du gouvernement de l'État du São Paulo et du gouvernement fédéral*

Au gouvernement, la figure dominante durant la crise fut incontestablement le gouverneur de São Paulo, Cláudio Lembo (PFL, le Parti du front libéral, traditionnellement allié au PSDB). Vice-gouverneur de São Paulo depuis peu, il avait succédé à Geraldo Alckmin qui avait démissionné en mars pour disputer la présidence du Brésil. Il devait en principe achever paisiblement le mandat. La crise le prit donc par surprise. Après les premiers soulèvements, durant le week-end de la

première vague d'attaques, Lembo a tenté de montrer que la situation était contrôlée par l'État. Mais l'embouteillage total de la ville de São Paulo le lundi a démontré que ce n'était pas le cas et que la faction criminelle avait réellement atteint son objectif : provoquer la panique de la population et engendrer des crises entre les diverses autorités.

L'exploitation politique des attaques a commencé sans délai, comme c'était prévisible en raison du climat électoral. Le gouvernement fédéral du président Lula (PT), qui allait être réélu le 29 octobre, a offert l'aide de l'Armée nationale brésilienne au gouvernement de São Paulo, par la voix du Ministre de la Justice, Márcio Thomaz Bastos. Accepter l'offre du gouvernement eût été admettre que São Paulo ne contrôlait pas la situation, ce qui aurait inmanquablement accru l'extension et la gravité du problème. Et plusieurs spécialistes en sécurité publique ont sur le champ exprimé des doutes sur l'idée qu'une présence ostensible de l'Armée nationale puisse améliorer la situation.

Cette controverse avec le gouvernement fédéral n'était qu'une partie des problèmes posés à Lembo. Ses alliés du PSDB, tous engagés dans leur carrière politique, l'ont abandonné. Geraldo Alckmin avait quitté le gouvernement en mars 2006, mais l'opposition a immédiatement attaqué son action de gouverneur de São Paulo, l'accusant d'avoir été incompetent et d'avoir laissé le PCC se renforcer dans les prisons. Alckmin était au gouvernement depuis 1995 : vice-gouverneur de Mário Covas de 1995 à 2001, il est devenu Gouverneur à la suite du décès de Covas, avant de gagner l'élection de 2002. L'autre personnalité de la politique pauliste est José Serra (PSDB), qui avait quitté la mairie de la ville de São Paulo un an auparavant pour disputer le gouvernement de l'État de São Paulo en 2006. Tous ont fait leur possible pour contredire l'opposition qui s'en prenait au PSDB en lui reprochant d'avoir laissé croître le PCC durant les années de sa présence au pouvoir dans l'État de São Paulo.

Âgé de 72 ans, recourant à une ironie qui oscillait entre l'absurde et la dénonciation sans appel tant de ses alliés que de ses adversaires, Lembo a conduit la crise à son paroxysme. Certaines de ses déclarations ont témoigné d'un manque total de préparation pour faire face à la la crise. La désorganisation des gouverneurs, constamment inquiets des prestations publiques de Lembo, et le manque de capacité structurelle pour traiter la situation pénitentiaire ont provoqué une situation explosive dans l'État de São Paulo.